



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BARCELONE

La BRVM défend le rôle des marchés de capitaux africains

Page 3

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), représentée par son Directeur Général Dr Edoh Kossi Amenounvé, a pris part au forum international « Capital with Purpose », organisé les 28 et 29 mai dernier à Barcelone par l'IESE Business School et Oryx Impact. Cette rencontre de haut niveau était consacrée à la mobilisation de capitaux

pour un impact durable et mesurable en Afrique. L'événement s'est tenu au sein de l'IESE, classée parmi les meilleures business schools mondiales par le Financial Times (3^e place mondiale pour ses programmes de formation des dirigeants en 2025, MBA classé 3^e mondial et 1^{er} en Europe). Lors de son intervention introductive sur le thème « Capital Markets : A Crucial Channel for Institutional Investors. What Is the Situation in

Africa ? », Dr Amenounvé a insisté sur la nécessité de marchés financiers plus profonds, crédibles et interconnectés, l'importance de l'éducation financière et de la professionnalisation des acteurs, et l'émergence d'investisseurs d'impact pour accélérer le financement durable. Il a rappelé la performance de la BRVM, dont l'indice Composite a progressé de plus de 99 % entre 2021 et 2025. Le Directeur Général de la...

UMOA-TITRES



Le Togo lève 27,5 milliards FCFA P.4

TOGO



55 milliards FCFA pour moderniser 106 km de routes en 2026 P.2



RESTEZ EN FORME RESTEZ HYDRATÉ

Une hydratation adaptée à votre quotidien

277 Rue Méditerranéenne - 01000 Lomé - Togo



Équipez votre quotidien avec le Climatiseur DUALCOOL AI Air

Des équipements performants, soutenus par un service après-vente RAMCO reconnu pour sa réactivité et son expertise.



LG SHOPPE
91 91 06 06 91 91 04 04
91 91 05 05 70 75 31 47

LG_Togo Ramco togo

Togo

55 milliards FCFA pour moderniser 106 km de routes en 2026

(TOGODAILYNEWS) – Sur la voie du développement, la route bitumée occupe une place singulière. Elle n'est pas seulement un axe de circulation, mais aussi un signe de vitalité sociale et économique.

Entre 2024, 2025 et désormais 2026, les réalisations enregistrées ainsi que les projets annoncés sont loin d'être mineurs. Ils contribuent à améliorer les conditions de vie des populations et à renforcer la dynamique de développement du pays. Les linéaires et le coût estimatif des routes à bitumer ou à réhabiliter par région en 2026 s'établissent à 3 kilomètres pour 3,3 milliards de francs CFA dans le Grand Lomé.

Dans la région Centrale, il est question de 83 kilomètres pour 41,5 milliards de francs CFA, tandis que dans la région de la Kara, 10 milliards de francs CFA seront nécessaires pour 20 kilomètres. Au total, 106 kilomètres de routes seront concernés dans l'ensemble des régions pour un

investissement estimé à environ 55 milliards de francs CFA.

Des années passées également riches en réalisations

En 2024, 39 kilomètres de routes bitumées ont été réalisés ou réhabilités à l'échelle nationale. En 2025, ce volume a atteint 103 kilomètres, soit une progression de plus de 164 %.

Dans le Grand Lomé, les linéaires sont passés de 4 kilomètres en 2024 à 1 kilomètre en 2025. La région Maritime, avec 10 kilomètres enregistrés en 2024, n'affiche pas de données pour 2025 dans cette série. La région Centrale connaît, quant à elle, une progression spectaculaire, passant de 10 kilomètres en 2024



à 56,9 kilomètres en 2025.

La région de la Kara s'inscrit également dans une dynamique ascendante, avec 15 kilomètres en 2024 et 45,2 kilomètres en 2025. L'augmentation globale des linéaires en 2025 relève d'un choix stratégique visant à maximiser l'impact des investissements publics.

Un engagement constant

La portée qualitative de ces réalisations mérite d'être soulignée. La construction et la réhabilitation de routes bitumées impliquent des travaux lourds, exigeants en ressources techniques et financières, des contraintes qui ne freinent pourtant pas l'engagement de l'État.

À travers ces infrastructures, les autorités facilitent l'ac-

cess aux marchés, réduisent les coûts logistiques et renforcent l'attractivité des territoires. La libre circulation des biens et des personnes n'est plus un simple vœu : elle devient une réalité qui stimule les échanges et consolide l'intégration économique et sociale.

En définitive, l'évolution des linéaires de routes bitumées entre 2024 et 2025, ainsi que les ambitions affichées pour cette année, représentent bien plus qu'une augmentation chiffrée. Elles traduisent la concrétisation d'une vision de l'aménagement du territoire pensée dans la durée, orientée vers l'efficacité et structurée autour des zones à fort enjeu.

Une dynamique qui transforme progressivement le territoire national et génère d'importantes retombées économiques et sociales.

Environnement

Planter un arbre, transmettre une mémoire

« Cet arbre, je l'appelle forêt vierge, en espérance de sa contribution future à reverdir notre beau Togo », confie dame Afi Djoka, la quarantaine, rencontrée alors qu'elle venait de recevoir son plant à mettre en terre le 1er juin. Pour elle, ce geste dépasse l'écologie : c'est une promesse de vie, un symbole de continuité.

Dans les villages comme dans les villes, chaque arbre planté devient un repère, une histoire transmise. Depuis 1977, la Journée nationale de l'arbre est un rituel profondément ancré dans la société togolaise. Près de cinquante ans plus tard, cette tradition s'est élargie en une vaste campagne nationale de reboisement.

Chaque année, des millions de plants sont mis en terre, du littoral aux savanes du nord. Les forêts de Misahöhe, d'Akloa ou la mangrove d'Aného rappellent que protéger la nature, c'est préserver notre mémoire collective et nos ressources vitales.

Quelques jours avant le lancement officiel de la campagne, l'élan citoyen se fait



déjà sentir. Associations, jeunes, adultes, femmes et enfants se rendent vers les directions régionales de l'environnement, le Centre national de semences forestières de Davié et ses antennes, ou chez les pépinié-

ristes privés pour se procurer des plants.

La campagne est devenue un moment intergénérationnel : les anciens confient aux plus jeunes des plants comme on transmet un trésor. Les racines portent la mémoire

des anciens, les branches portent les rêves des jeunes. Ensemble, ils construisent une forêt pour demain.

Associations, élèves, fonctionnaires et commerçants se retrouveront côte à côte pour verdir les espaces publics et les forêts. Les chants, les sourires et les discussions accompagneront chaque plantation. Mais chacun sait que la survie des arbres dépendra de l'entretien quotidien.

Ce mouvement collectif illustre une vérité simple : la protection de l'environnement n'est pas seulement une affaire d'État, mais une responsabilité partagée qui unit toutes les générations.

ECO & FINANCES

Qualité Économique de Togo REC N°0002/11/12/15/99AG/0643/01/06/2822/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

BARCELONE

La BRVM défend le rôle des marchés de capitaux africains

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), représentée par son Directeur Général Dr Edoh Kossi Amenounvé, a pris part au forum international « Capital with Purpose », organisé les 28 et 29 mai dernier à Barcelone par l'IESE Business School et Oryx Impact. Cette rencontre de haut niveau était consacrée à la mobilisation de capitaux pour un impact durable et mesurable en Afrique.

Bernard AFAWOUBO

L'événement s'est tenu au sein de l'IESE, classée parmi les meilleures business schools mondiales par le Financial Times (3^e place mondiale pour ses programmes de formation des dirigeants en 2025, MBA classé 3^e mondial et 1^{er} en Europe). Lors de son intervention intro-

ductive sur le thème « Capital Markets : A Crucial Channel for Institutional Investors. What Is the Situation in Africa ? », Dr Amenounvé a insisté sur la nécessité de marchés financiers plus profonds, crédibles et interconnectés, l'importance de l'éducation financière et de la professionnalisation des acteurs, et l'émergence d'investisseurs d'impact pour accélérer

le financement durable. Il a rappelé la performance de la BRVM, dont l'indice Composite a progressé de plus de 99 % entre 2021 et 2025. Le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, Dr Edoh Kossi Amenounvé, a également participé au panel « Institutional Investors and Africa in a Global Portfolio Context », consacré à l'intégration de l'Afrique dans les portefeuilles mondiaux. Les discussions ont souligné l'évolution positive de la perception du risque et l'urgence pour les pays francophones de briser la barrière linguistique afin de mieux valoriser leurs opportunités d'investissement et leurs réformes.



Le forum a rassemblé investisseurs institutionnels, fonds souverains, gestionnaires d'actifs, institutions de financement du développement, plateformes de marché, family offices, fondations et acteurs académiques. Par sa participation, la Bourse Régionale des Valeurs Mobi-

lières (BRVM) réaffirme son engagement à bâtir des marchés de capitaux africains solides, inclusifs et innovants, leviers essentiels de la mobilisation de l'investissement institutionnel et du financement durable des économies de l'UEMOA et du continent.

TOGO

Recensement national des acteurs de l'économie sociale et solidaire Social

(Togo First) - Le gouvernement togolais vient de lancer une opération de recensement des entités économiques relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'opération, pilotée par le ministère du Développement à la base et de l'Économie sociale et solidaire, doit notamment permettre d'établir une cartographie des structures actives sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit concrètement de constituer une base de données destinée à améliorer la connaissance du secteur. Les coopératives, les mutuelles, les associations à vocation éco-

nomique et les groupements communautaires sont invités à renseigner un formulaire mis à disposition en ligne. Selon le ministère de tutelle, les informations collectées ser-

vont à mieux orienter les politiques publiques, à renforcer les dispositifs d'accompagnement existants et à identifier les besoins des acteurs. Le recensement doit également préparer de futures consultations entre les pouvoirs publics et les organisations du secteur sur les questions de structuration, de financement et de développement des activités. Au Togo, l'économie sociale et solidaire intervient notamment



dans l'agriculture, l'artisanat, la transformation agroalimentaire, les services et la finance inclusive. Le secteur contribue

à la création de revenus et à l'insertion économique des populations, en particulier les femmes et les jeunes.

Fonction publique

Fin des irrégularités administratives, l'État acte la rigueur

Le Togo vient de franchir un cap décisif dans la gouvernance publique. En plaçant le ministère de la Fonction publique sous la tutelle directe de la Présidence du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé fait de l'assainissement administratif une priorité nationale.

Bernard AFAWOUBO

L'objectif est clair, bâtir une fonction publique fondée sur le mérite, la transparence et la responsabilité. L'arrêté n° 1010/PC/MFPTDS/SG, pris conformément à l'article 133 de la loi n° 2013-002 sur le statut général de la fonction publique, a acté le licenciement de plus de cinquante fonctionnaires. Cette décision, inscrite dans la stricte légalité, marque une rupture avec les pratiques longtemps tolérées notamment fraudes documentaires,

faux diplômes et signatures, avancements irréguliers, et manipulations de dossiers administratifs. Le message est sans ambiguïté : l'ancienneté ne protège plus la fraude et le temps ne blanchit pas les irrégularités. Cette réforme ne vise pas seulement à sanctionner. Elle protège les agents honnêtes et restaure la confiance dans le service public. Le statut de fonctionnaire n'est plus un privilège acquis par complaisance, mais un engagement au service de l'État. Le Président du Conseil impose ainsi une méthode



réformer par l'exemple et gouverner par le droit. La radiation des agents irréguliers devient un signal fort adressé à l'ensemble de l'administration. Depuis l'avènement de la Ve République, le Togo s'est engagé dans une trajectoire institutionnelle plus exigeante. Cette décision illustre la volonté de protéger l'avenir du service public, d'assurer la crédibilité de l'État et de garantir que le mérite prime sur les arrangements administratifs. Le temps des protections occultes et des carrières bâties sur le faux est révolu. Désormais, l'État veille, le droit s'applique et la probité devient la norme.

Umoa-Titres

Le Togo lève 27,5 milliards FCFA

Le 29 mai 2026, le Trésor togolais a dépassé son objectif initial de 25 milliards FCFA, en retenant 27,5 milliards FCFA lors de sa cinquième sortie sur le marché régional.

Patience SALLAH

La demande des investisseurs a largement excédé l'offre : sur une recherche de 25 milliards, le Trésor a reçu des soumissions globales de 93,42905 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 373,72 %. Une preuve de l'appétit du marché pour la signature togolaise.

Détail des instruments

- BAT 364 jours : 26,047 milliards soumis, taux entre 4,80 % et 6,80 %.
- OAT 3 ans : 51,60205 milliards soumis, prix entre 99,50 % et 95,50 %.

- OAT 5 ans : 15,78 milliards soumis, prix entre 97,25 % et 95,55 %.

Au final, l'État a retenu 27,5 milliards FCFA, légèrement au-dessus du montant initialement visé, renforçant sa présence sur le marché de l'UMOA et finançant ses projets de développement. Cette adjudication illustre la rigueur de la gestion de la dette togolaise. En ne retenant qu'une partie des soumissions, le Trésor privilégie le coût optimal plutôt que le volume maximal. Les taux et prix restent modérés, confirmant une stratégie axée sur la soutenabilité et la crédibilité. Le Togo sécurise ainsi les



ressources nécessaires aux investissements tout en préservant la confiance des investisseurs. Cette cinquième sortie s'inscrit dans la stratégie de financement du budget 2026 arrêté à 2 751 milliards FCFA. Sur les 463 milliards prévus à mobiliser sur le marché régional, 143

milliards ont déjà été obtenus en cinq opérations, laissant environ 320 milliards à mobiliser. Les BAT, à court terme, servent à gérer la trésorerie courante de l'État, tandis que les OAT, de maturité plus longue, soutiennent la mise en œuvre de projets écono-

miques à forte valeur ajoutée. Le recours au marché régional est une pratique récurrente des États de l'UEMOA, dont le Togo, pour financer les besoins budgétaires, rembourser la dette intérieure et soutenir les secteurs productifs.

Environnement

Le Projet « HÉÉ » lancée pour lutter contre l'insalubrité et les déchets plastiques à Lomé

L'insalubrité grandissante dans plusieurs quartiers de Lomé constitue aujourd'hui un défi majeur pour les autorités, les citoyens et les acteurs du secteur privé. L'accumulation des déchets, notamment plastiques, dans les rues, les espaces publics et les caniveaux contribue à la dégradation du cadre de vie, tout en accentuant les risques sanitaires et les inondations en période de pluies.

Face à cette situation, de nouvelles initiatives voient le jour pour encourager une meilleure gestion des déchets et promouvoir des comportements écoresponsables. C'est dans cette dynamique qu'un dîner de partenariat public-privé a servi de cadre au lancement officiel de la stratégie HÉÉ, une initiative portée par l'entreprise Carnet Pro, sous la direction de sa promotrice Florence Moondada Gnimavo, en collaboration avec l'Hôtel Sarakawa et la Télévision Togolaise (TVT).

Cette initiative nationale ambitionne d'apporter une réponse concrète à la pro-

blématique croissante de la pollution plastique et de l'insalubrité urbaine qui affectent les villes et communautés du Togo.

Dans son intervention, Florence Gnimavo a souligné l'urgence d'agir face à la dégradation de l'environnement urbain et à la prolifération des déchets plastiques. Selon elle, la lutte contre l'insalubrité doit mobiliser l'ensemble des acteurs, des citoyens aux entreprises, en passant par les collectivités territoriales et les pouvoirs publics.

Au-delà du lancement officiel de la stratégie, la soirée



a également été marquée par un panel d'échanges réunissant des représentants du secteur public, du secteur privé, des médias et des organisations engagées dans la protection de l'environnement. Les discussions ont porté sur les défis liés à la gestion des déchets, les responsabilités partagées entre les différents acteurs ainsi que les solutions innovantes susceptibles d'améliorer durablement la salubrité dans les villes togolaises.

Les intervenants ont notamment insisté sur la nécessité de renforcer la sensibilisation des populations, de promouvoir le tri et la valorisation des déchets, ainsi que d'encourager les initiatives entrepreneuriales contribuant à l'économie circulaire.

À travers la stratégie HÉÉ, les promoteurs souhaitent créer une dynamique nationale en faveur d'un environnement plus propre, en associant les citoyens, les institutions publiques et les partenaires pri-

vés autour d'actions concrètes de sensibilisation et de mobilisation.

Cette initiative intervient dans un contexte où les enjeux de salubrité urbaine et de gestion durable des déchets deviennent de

plus en plus pressants pour les villes africaines, notamment Lomé, confrontée à une urbanisation rapide et à une production croissante de déchets. Les promoteurs espèrent ainsi faire de HÉÉ un levier de changement durable pour améliorer le cadre de vie des populations et renforcer l'engagement citoyen en faveur de la protection de l'environnement.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 29 mai 2026

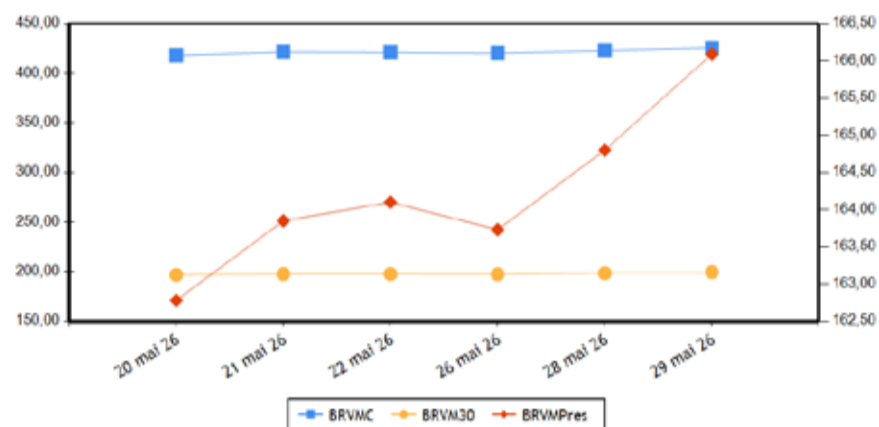
N° 99

BRVM COMPOSITE	425,54
Variation Jour	0,65 %
Variation annuelle	23,08 %

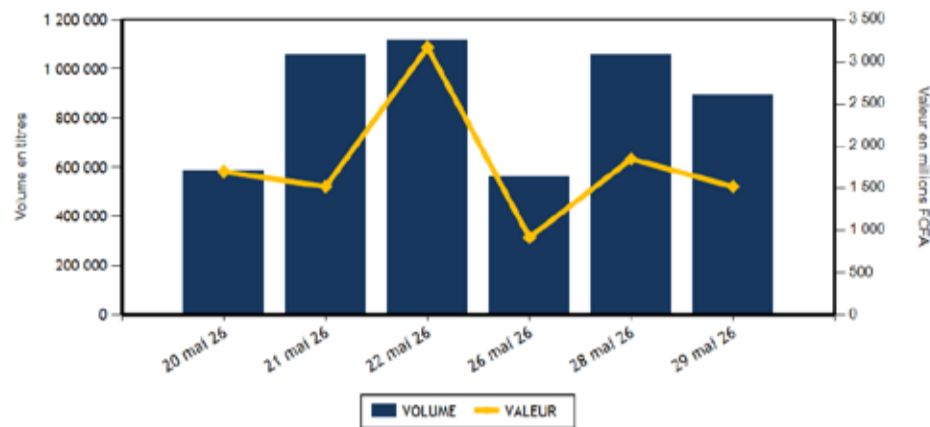
BRVM 30	199,55
Variation Jour	0,59 %
Variation annuelle	20,04 %

BRVM PRESTIGE	166,09
Variation Jour	0,78 %
Variation annuelle	15,14 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 404 332 883 910	0,65 %
Volume échangé (Actions & Droits)	887 124	-16,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 455 696 328	-20,89 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	-12,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-11,76 %
Nombre de titres inchangés	10	100,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 039 134 868 258	0,00 %
Volume échangé	6 540	621,06 %
Valeur transigée (FCFA)	64 488 000	752,43 %
Nombre de titres transigés	3	-66,67 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 185	6,17 %	9,83 %
UNILEVER CI (UNLC)	59 750	6,13 %	74,58 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	8 195	5,00 %	42,52 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 775	4,72 %	161,79 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	7 545	4,07 %	43,99 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 600	-4,94 %	8,33 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 290	-3,27 %	10,71 %
SICABLE CI (CABC)	3 500	-2,78 %	48,31 %
SICOR CI (SICC)	4 280	-2,28 %	29,70 %
SOLIBRA CI (SLBC)	38 500	-1,14 %	33,22 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	166,09	0,78 %	15,14 %	42 257	559 966 780	12,21
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	300,39	0,57 %	38,02 %	836 520	884 416 198	15,43

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	166,94	0,75 %	25,39 %	878 777	1 444 382 978	13,23

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	105,01	0,53 %	10,65 %	22 835	328 640 930	10,43
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	184,68	1,32 %	6,74 %	24 165	58 050 070	48,26
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	193,38	0,55 %	32,58 %	723 371	595 477 818	13,76
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	268,01	0,91 %	24,03 %	37 052	263 839 900	9,17
BRVM - INDUSTRIELS	6	189,88	2,23 %	43,49 %	51 664	116 585 365	14,93
BRVM - ENERGIE	4	144,65	-0,05 %	30,42 %	11 266	43 257 755	16,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	190,50	1,56 %	79,89 %	8 424	38 531 140	17,46

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,23
Taux de rendement moyen du marché	6,35
Taux de rentabilité moyen du marché	7,83
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 777 746,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 893 523 439,66

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	43,09
Ratio moyen de satisfaction	23,43
Ratio moyen de tendance	54,37
Ratio moyen de couverture	183,92
Taux de rotation moyen du marché	0,08
Prime de risque du marché	1,81
Nombre de SGI participantes	34

Niger

Les solides acquis en 15 années d'exploitation pétrolière

En l'espace de quinze années, le Niger dont l'économie était intimement liée à l'uranium, émerge comme un acteur majeur avec une montée en puissance dans le secteur pétrolier en Afrique. À la faveur d'une stratégie combinant partenariats internationaux, renforcement de la souveraineté nationale et développement d'infrastructures, le pays inspire désormais plusieurs voisins, en quête d'un meilleur partage de la rente pétrolière.

Le tournant le plus récent, remonte au 18 mai dernier, lorsque le gouvernement nigérien a conclu de nouveaux protocoles d'accord, avec des partenaires chinois, mettant ainsi fin à une année de tensions avec la China national petroleum corporation (Cnpc), géant pétrolier chinois, troisième plus grande compagnie pétrolière à l'échelle mondiale, opérant sur le continent. Au cœur de ces accords, des avancées significatives pour l'État nigérien.

Il s'agit entre autres de l'obtention de 45% de participation dans West African Oil Pipeline Company (Wapco), filiale locale de la CNPC ; 60% des postes de direction seront désormais occupés par des

Nigériens, contre 30% auparavant ; 80% des emplois d'exécution réservés à la main-d'œuvre nationale ; et une réduction du tarif de transport du pipeline de 27 à 15 dollars par baril, générant plus de 106 millions de dollars (environ 60 milliards FCFA) d'économies annuelles. Ces concessions marquent une inflexion majeure dans la gouvernance du secteur, traduisant la volonté de Niamey de reprendre la main sur ses ressources énergétiques, tout en maintenant des partenariats avec des investisseurs étrangers.

Un modèle qui fait école dans la sous-région

La portée de ces avancées dépasse largement les fron-

tières du Niger. Au Tchad, les syndicats du secteur pétrolier observent avec attention cette évolution. Par la voix de leur vice-président Sylvain Deurom, cité par la chaîne audiovisuelle internationale France 24, ils plaident pour une réplique du modèle nigérien, jugé plus favorable aux intérêts nationaux. Cette dynamique illustre une tendance plus large en Afrique. En effet, les États producteurs cherchent à renforcer leur participation dans les industries extractives, afin d'accroître les retombées économiques locales.

Montée en puissance du secteur pétrolier avec des opportunités d'investissement. Aujourd'hui, le pays dispose d'un potentiel considérable, avec 70% de son territoire constitué de bassins sédimentaires, huit blocs pétroliers couvrant plus de 240 000 km², et des dizaines de forages déjà réalisés, selon le ministère nigérien du pétrole. Au-delà de l'extraction, Niamey entend désormais structurer une véritable chaîne de valeur énergétique. Plusieurs projets struc-

turants sont en préparation. Il s'agit d'une raffinerie à Dosso, actuellement à l'étude ; des infrastructures de stockage stratégique ; la production de carburants (Jet A1, GPL) ; la valorisation du gaz naturel ; et surtout le projet de Trans-Saharan Gas Pipeline, destiné à relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger pour approvisionner les marchés européens.

Les avancées actuelles du Niger reposent sur une trajectoire structurée et progressive. Après les premières explorations dans les années 1950, le véritable décollage intervient en 2008, avec l'adoption du cadre de Contrat de partage de production (CPP) en partenariat avec la CNPC. Depuis, les étapes clés se sont enchaînées : 2011 : première production commerciale (20 000 barils/jour) ; 2012-2018 : plus de 100 découvertes dans le bassin d'Agadem ; 2024 : mise en service du pipeline Niger-Bénin long de près de 1 950 km ; 2024-2026 : montée en régime avec une production stabilisée à 110 000 ba-

ris/jour.

Entre souveraineté et attractivité

Le Niger semble ainsi trouver un équilibre subtil entre affirmation de sa souveraineté et maintien d'un climat attractif pour les investisseurs. Le pays met en avant un régime fiscal compétitif, incluant des exonérations ciblées, ainsi que des blocs encore disponibles pour l'exploration. Ce positionnement hybride, mêlant fermeté dans la négociation et ouverture aux capitaux étrangers, pourrait devenir un modèle de référence pour d'autres économies africaines riches en ressources naturelles.

À travers ces évolutions, le Niger incarne une transformation plus profonde du secteur énergétique africain. Face aux enjeux de transition énergétique, de volatilité des prix et de pression sociale, les États cherchent désormais à maximiser les retombées locales de leurs ressources.

Afrique

Les autorités sanitaires veulent contenir rapidement la flambée actuelle d'Ebola et d'empêcher une propagation régionale du virus en Afrique centrale et de l'Est, alors que plusieurs pays disposent encore de systèmes de santé fragiles

Les autorités sanitaires africaines cherchent à éviter la répétition des crises sanitaires majeures provoquées par les précédentes épidémies d'Ebola, notamment en République démocratique du Congo (RDC), qui a connu plusieurs flambées meurtrières ces dernières années. Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) ont estimé à 318,97 millions \$ le coût du plan continental conjoint de riposte à l'épidémie d'Ebola en cours en RDC et en Ouganda. Cette annonce a été faite le 24 mai.

Ce budget, prévu sur six mois (juin-novembre 2026), a été approuvé dans le cadre d'une réponse régionale impliquant les partenaires africains et internationaux de santé publique. Le dispositif couvre l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine (UA).

Une réponse continentale face à la flambée d'Ebola. L'objectif principal est de contenir rapidement la flambée actuelle d'Ebola et d'empêcher une propagation régionale du virus en Afrique centrale et de l'Est, alors que plusieurs pays disposent encore de systèmes de santé

fragiles et de capacités de surveillance limitées.

La stratégie repose sur une réponse coordonnée à l'échelle continentale. Les financements permettront de soutenir les centres de traitement Ebola, de renforcer la prévention et le contrôle des infections, d'améliorer la surveillance sanitaire et les capacités de dépistage ainsi que la prise en charge des patients. Le plan prévoit également des actions de communication des risques et d'engagement communautaire afin de renforcer l'adhésion des populations aux mesures sanitaires, ainsi qu'un

appui à la recherche sur les contre-mesures médicales.

Selon le plan, 264,97 millions \$, soit 84,1 % de l'enveloppe totale, seront consacrés à la riposte directe dans les deux pays actuellement touchés par l'épidémie. L'essentiel des financements sera ainsi dirigé vers la RDC et l'Ouganda, principaux foyers de l'épidémie. Ces fonds couvriront notamment les centres de traitement, les activités de surveillance et de dépistage, la prévention des infections, la prise en charge des cas ainsi que les campagnes de sensibilisation.

Préparation et renforcement des capacités sanitaires en Afrique

Parallèlement, 54 millions \$ seront mobilisés pour renforcer la préparation sanitaire dans dix pays africains considérés à haut risque. Ces ressources serviront à améliorer les plans de contingence, la surveillance aux points d'entrée, les capacités des laboratoires, la prévention des infections et la constitution de stocks stratégiques de matériel médical. Le programme inclut également des investissements dans la recherche sur les contre-mesures médicales afin de renforcer durablement les capacités de réponse face au virus.

Cette mobilisation intervient dans un contexte de vigilance accrue des autorités sanitaires africaines, qui cherchent à éviter une propagation régionale du virus

après plusieurs flambées majeures enregistrées ces dernières années en RDC. Elle illustre également la volonté d'Africa CDC et de l'UA de renforcer les mécanismes continentaux de gestion des urgences sanitaires. Selon l'OMS en RDC, plus de 900 cas suspects ont été recensés à ce jour, dont 101 cas confirmés.

L'Union africaine exprime sa pleine solidarité avec les peuples et les gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda en cette période critique », a déclaré Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA lors de la déclaration de presse. Et d'ajouter : « L'Afrique a déjà surmonté de grands défis de santé publique, et grâce à l'unité, à la coordination et à l'action collective, nous surmonterons également celui-ci ».

TRIBUNE DU COMMISSAIRE GENERAL DU FESTIVAL TOGO MEDIA FOOT

Après l'essai transformé, le devoir de durer

Presque un mois après la première édition du festival Togo Media Foot, une conviction s'impose à nous avec encore plus de force : ce que nous avons vécu le 2 mai dernier dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse n'était pas un simple rendez-vous sportif. C'était la démonstration, à ciel ouvert, qu'au-delà des rédactions, des lignes éditoriales et des différents supports, les professionnels des médias togolais peuvent encore se retrouver autour de l'essentiel : la convivialité, la fraternité, le respect mutuel, et le sentiment d'appartenir à une même corporation.

Lorsque nous avons porté cette initiative, notre ambition était claire. Il ne s'agissait pas seulement d'organiser un tournoi de football. Il s'agissait de créer un espace de respiration pour une profession soumise à la pression permanente de l'actualité, à la fragilité économique des entreprises de presse et à l'usure quotidienne qu'imposent le rythme, l'exposition et les responsabilités du métier. Nous voulions offrir un moment de détente, certes, mais surtout un cadre de rapprochement humain. Presque un mois après, nous pouvons le dire avec humilité : cette ambition a trouvé un écho réel. Les chiffres, bien sûr, parlent d'eux-mêmes. Les 33 matchs disputés, la ponctualité et le fair-play des confrères, la mobilisation remarquable des médias publics et privés, les dizaines de buts inscrits, les 8 trophées soulevés et les 55 médailles remises témoignent d'une organisation vivante, suivie et pleinement investie par les participants. Le sacre de l'Association Togolaise des Organes de Presse Privée en Ligne (ATOPPEL) face à Radio Carré Jeunes (RCJ), de même que le trophée Fair-play remporté par l'équipe du Ministère de la Communication, ont donné à cette journée des images fortes et des repères symboliques. Mais, au fond, l'essentiel



n'était pas dans le palmarès.

**Le plus grand trophée :
une corporation qui se
retrouve**

Le plus important s'est joué ailleurs : dans les poignées de main, dans les sourires échangés entre confrères qui se connaissent parfois sans vraiment se fréquenter, dans les encouragements venus d'une rédaction à une autre, dans cette impression rare de voir la corporation médiatique togolaise se parler autrement que dans l'urgence, la concurrence ou la distance. Pendant quelques heures, nous n'étions ni concurrents, ni « grandes » signatures, ni antennes distinctes. Nous étions un corps professionnel réuni,

visible, vivant et solidaire. C'est précisément là que réside, selon nous, la portée véritable de Togo Media Foot. La liberté de la presse ne se défend pas uniquement dans les discours, les textes ou les revendications institutionnelles. Elle se fortifie aussi dans la qualité du lien entre celles et ceux qui portent chaque jour l'information. Une presse isolée ou épuisée se fragilise. Une presse qui se connaît, se respecte et se retrouve se renforce. Le football, ce jour-là, n'était qu'un langage commun au service d'une ambition plus grande : retisser de la confiance entre les acteurs d'un même métier. Le succès de cette première édition nous honore, mais il nous oblige davantage encore. Car un événement réussi n'a de valeur durable

que s'il ouvre une perspective. C'est pourquoi l'heure n'est pas à l'autosatisfaction. Elle est à la consolidation. Nous devons faire de cette initiative un rendez-vous appelé à grandir, à s'élargir et à s'enraciner dans le paysage événementiel national. Nous devons

de cohésion autant que de cadres d'expression.

Pendant que se ferme, peu à peu, ce mois de mai bien occupé par les activités des hommes et femmes des médias cette année dans notre pays, notre gratitude est donc immense. Mais notre responsabilité l'est tout autant. Le vrai défi commence maintenant : transformer

surtout en préserver l'esprit initial : l'inclusion, la convivialité, le respect, la cohésion, et la volonté constante de rapprocher les femmes et les hommes des médias. Faire de l'exception un rendez-vous attendu. Cette dynamique n'aurait pas été possible sans l'engagement des rédactions participantes, la disponibilité des institutions qui ont accompagné l'initiative, la présence et le soutien des autorités, l'appui technique et financier des partenaires et sponsors, et la confiance de tous ceux qui ont compris qu'en soutenant Togo Media Foot, ils soutenaient bien plus qu'un tournoi : ils soutenaient une idée simple, mais essentielle, à savoir que le journalisme togolais a besoin de cadres

ce succès inaugural en tradition utile, faire de l'exception un rendez-vous attendu, et continuer à bâtir, loin des crispations et des cloisonnements, une corporation plus fraternelle, plus respirable et plus forte. Au fond, le premier trophée de Togo Media Foot n'a pas été soulevé au coup de sifflet final. Il s'est dessiné dans cette certitude nouvelle : oui, la presse togolaise peut encore faire corps. Et désormais, elle sait qu'elle en est capable. Le 2 mai, nous avons montré que cela était possible. L'édition 2 devra prouver que cela peut durer.

**Par Nephthali Messanh LEDY
Commissaire général du
Festival Togo Media Foot**

Le GOÛT qui TRAVERSE Les GÉNÉRATIONS



Lager

M... "Prix de vente détail conseillé • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.

600*
FCFA
BOUTEILLE
65 CL



LÉGÈRE & LÉGENDAIRE